

SESSION. Les élus de la Chambre d'agriculture se sont réunis le 22 juin dernier à Orléans Grèves à la SNCF, Innov-Agri, cartographie des zones défavorisées simples, coopération internationale et aviculture ont alimenté les débats.

« La France est décrédibilisée ! »

« **L**es exploitations agricoles connaissent de grosses difficultés de trésorerie » : c'est par ces mots que Michel Masson, président de la Chambre d'agriculture, a ouvert la session du vendredi 22 juin. Chez certains, les orages ont provoqué des excès d'eau. Malheureusement, par manque de moyens, les sinistrés n'étaient pas toujours assurés contre les aléas climatiques. Même topo avec la grêle. « Lorsque les mauvaises années se multiplient, les gens font des économies mais, au final, c'est la double ou la triple peine. » Alors que les moissons approchent, l'orateur exprima son « inquiétude » : prix toujours aussi bas et poids des normes. « Il est grand temps que l'Union européenne se recentre sur les sujets fondamentaux plutôt que de s'occuper de la chasse à la palombe ! Dans le cas contraire, cela pourrait avoir des conséquences lors des élections européennes de l'année prochaine. »

Une présence significative à Innov-Agri

Lors d'Innov-Agri, du 4 au 6 septembre prochains à Outarville, la Chambre d'agriculture aura une présence « significative », selon Michel Masson. L'entité consulaire expliquera les actions qu'elle met en œuvre et organisera des conférences. « Il est important d'être présent mais hors de question de balancer l'argent par les fenêtres : nous disposerons d'un stand correct mais raisonnable eu égard aux moyens dont on dispose. » Les



De gauche à droite : Philippe Gallo, Mireille Savajols, Michel Masson, Benjamin Beussant et Jean Daudin.

grèves à la SNCF perturbent le fret ferroviaire. Conséquence : les silos contenant les stocks résiduels de céréales ne sont pas vidés alors que la nouvelle récolte ne tardera pas à arriver. Les coopératives pallient à la situation en installant des silos en boudins de plastique sur des parcelles en herbe d'adhérents. Mais cela revêt un coût : 15 euros la tonne. Soit une enveloppe de dix millions d'euros pour le département du Loiret. Ramené à l'échelle d'une exploitation, cela représente une facture de 3 000 euros. Le président de la Chambre d'agriculture a demandé au préfet que cette somme soit prise en charge à part égale entre la SNCF et l'État. Une demande restée pour l'instant sans réponse... « Or la situation financière des agriculteurs du Loiret ne permet pas ce genre de plaisanterie ! » s'est insurgé le chef de l'exécutif consulaire. « Les organismes stockeurs devront vendre. D'où une pression sur les prix pour trouver des marchés de dégage-

ment et les clients le savent. » Un membre de l'assemblée fit remarquer que le stockage en boudins accroissait le taux de mycotoxines. Michel Masson prolongea l'analyse : « Tout le monde n'aura pas forcément la capacité de recourir à ce système. Par ailleurs, l'impossibilité de livrer certains clients décrédibilise la France au niveau des exportations ! »

ZDS : une délimitation inacceptable !

Les débats se poursuivirent avec la carte des zones défavorisées simples. Commentaire de Michel Masson : « Dans la région, deux départements s'en sortent : le Cher et l'Eure-et-Loir (NDLR : environ quatre-vingts communes rentrantes au total). Deux autres sont perdants : l'Indre-et-Loire et le Loiret (NDLR : quarante communes sortantes dans notre département). » La Sologne et le Berry-Puisaye sont principalement concernés. « Les éleveurs gagnent peu et subissent



la pression de la chasse. Par ailleurs, dans les secteurs qui ne figureront plus en zone défavorisée simple, la majoration de la Dotation jeune agriculteur sera supprimée. » Jean-Claude Prieur reprit ces propos à son compte : « Cette délimitation est inacceptable ! La Puisaye de l'Yonne figure en ZDS, pas celle du Loiret : où est la continuité territoriale ? Il faut mettre en place des compensations financières significatives pour les gens qui s'investiront dans les MAEC (Mesures agro-environnementales et climatiques) polyculture-élevage. » Réplique de Michel Masson : « La première carte était basée sur des critères scientifiques. Mais, depuis deux ans, ce ne sont que des interventions politiques. » Philippe Galloo prolongea l'analyse : « On ne peut pas croire à la raison quand on regarde une telle carte. La prise de décision est décrédibilisée ! » Le président de la Chambre reprit la parole : « On paie très cher la mort de Xavier Beulin. » Un point sur lequel Jean-Jacques Hautefeuille s'exprima en ces termes : « Quand je vois les nombreux responsables politiques qui étaient présents à ses obsèques, je suis dégoûté ! »

Une soixantaine de délégations accueillies

La Chambre d'agriculture est engagée dans la coopération internationale depuis vingt-cinq ans. En un quart de siècle, une

soixantaine de délégations ont été accueillies. Cela représente cinq cents personnes originaires de vingt-cinq pays, dont cent vingt jeunes venus se former dans le Loiret. « Mais le modèle agricole français n'est plus en référence : nos partenaires sont pour le business » a commenté Michel Masson. Ce dernier évoqua les perspectives : « Mieux appréhender l'agriculture étrangère : si on pédale dans la semoule, les autres avancent. » « Travailler sur nos spécificités : organisation des agriculteurs et métiers et conseil. » « Garder notre éthique, un développement piloté par les agriculteurs. » Enfin, alors que les moyens financiers classiques sont en baisse, les financements externes sont appelés à prendre une place majeure. « À deux heures d'avion d'ici, il se passe des choses : si les jeunes ne prennent pas conscience, ils préparent des lendemains difficiles ! » a déclaré le président à l'assemblée. Jean-Claude Prieur poursuivit l'analyse : « C'est important de voir ce qui se passe à côté de chez nous. Les pays de la Méditerranée mettent en place des dispositifs qui nous excluent de la mondialisation. » Le mot de la fin revint à Michel Masson : « Faire venir des stagiaires, c'est bien. Mais je propose qu'ils emmènent nos parlementaires en voyage afin qu'ils voient la réalité de ce qui se passe ailleurs. »

OLIVIER JO